

Dans le cadre des 24^{es} Controverses Européennes à Bergerac (2018)
Agriculture et alimentation : mais que fabriquent les prospectives ?

Libérez les futurs : demain, j'enlève les pesticides ?

11 juillet 2018

A quelles conditions est-il possible de passer à un monde sans pesticides ? Pour quelles raisons cette prise de conscience sociétale s'est-elle doublée d'une urgence politique et pour quoi faire ?

Un sujet chaud-bouillant animé par Yann Kerveno, réinterrogeant notamment la science, l'expertise et le politique, en présence de **Philippe Baret**, professeur à l'université de Louvain (Belgique), **Christian Huyghe**, directeur scientifique de l'Inra, membre de l'Académie d'agriculture et président du comité d'orientation scientifique et technique de l'Acta (Association de coordination technique agricole), et **Éric Andrieu** député européen, très actif sur les questions agricoles, notamment sur le dossier des pesticides puisqu'il préside, depuis février 2018, la commission Pest¹, qui enquête sur les systèmes d'autorisation des pesticides en Europe.

¹ Commission d'investigation sur le système d'autorisation des pesticides en Europe.
<http://www.eric-andrieu.eu/commission-pest/>

Yann Kerveno (Mission Agrobiosciences-Inra) : Comment est-on passé d'un monde où tout le monde se fichait finalement de savoir ce que l'on pouvait faire avec ces produits, à un monde où il y a une prise de conscience sociale et un rejet global des produits phyto ?

Philippe Baret : L'un des arguments que je vais développer cet après-midi, c'est que les pesticides sont une porte d'entrée pour discuter du modèle agricole. A mon sens, ils ne sont pas en soi le point le plus intéressant du débat.

Maintenant, pourquoi les pesticides ont-ils fait débat ? Un des éléments tient en la découverte par les citoyens, les consommateurs et les agriculteurs que les systèmes d'autorisation et de contrôle avaient failli, bref, qu'ils avaient laissé passer des choses dangereuses pour la santé. Une prise de conscience donc qu'un danger existant avait été caché. Reste que, maintenant, il faut nuancer ce danger. Comparé à d'autres, il n'est peut-être pas énorme. C'est surtout le fait d'être trompé qui a réellement marqué.

L'autre élément concerne le remarquable travail des organisations environnementales, des groupes de pression, comme Greenpeace et d'autres, qui depuis longtemps se battent aux côtés de la mouvance bio pour dire que les pesticides sont un problème.

Selon mon analyse, c'est la convergence de ces deux éléments qui explique que la question des pesticides ait été mise à l'agenda, à l'ordre du jour des débats. Maintenant entre mettre à l'agenda et prendre une décision politique, il y a une différence. Et de mon point de vue, on est passé un peu vite de cette interrogation à des décisions.

Prise de conscience

Éric Andrieu, vous êtes député européen et dans votre circonscription. Est-ce qu'on vous parle des pesticides et comment ?

Éric Andrieu : Avec humour, je vous répondrais : « Ah oui et en bien ! Il faut en utiliser plus, on dispose aujourd'hui des connaissances scientifiques ! ». Plus sérieusement, je suis d'accord avec Philippe. On en parle beaucoup, pour de multiples raisons et cette

question des pesticides nécessite une approche systémique. Aujourd'hui, le rapport des citoyens, et c'est heureux, à l'agriculture et à l'alimentation est en train d'évoluer de façon formelle et conséquente. Cela est lié à des questions d'accès à l'information, donc d'accès à la communication. De même, la question du lien entre l'agriculture, l'aliment et la santé humaine est très moteur. On constate que, depuis plus de 54 ans de Politique Agricole Commune (PAC), alors qu'on avait plutôt bien réussi à protéger le secteur de l'agriculture, il est désormais placé au même rang économique que les autres. L'entrée de l'agriculture dans l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) en 1992 n'y est pas pour rien.

Regardez l'évolution de la Pac depuis son origine : quels secteurs ou filières ont accompagné la tendance vers une vision libérale de l'agriculture. Ce ne sont pas forcément les acteurs de l'agriculture familiale... On voit bien qui ont été les gagnants de cet isolement de l'agriculture. De fait, moins on en parlait, mieux ça allait pour certains.

Sauf qu'aujourd'hui, des études révèlent une disparition importante d'insectes, la perte de plus de 30% des oiseaux en France au cours de ces trente dernières années.

Ces informations sont largement diffusées, quasi-quotidiennement par les médias grand public. Ajoutez à cela le lien réalisé de façon de plus en plus formelle entre des problèmes de puberté précoce, de fertilité, de maladies orphelines ou de nouveaux cancers... Même si, aujourd'hui, aucun scientifique ne sait en certifier la raison - sans doute parce qu'il n'y en a pas qu'une -, nous devons tout de même nous interroger sur le pourquoi de cette évolution. Il faut ajouter à cela, ce n'est pas un secret, le climat change vite et de façon intense.

Tout cela fait qu'une sensibilité au sujet est en train de croître dans la société, alors que le rapport au politique est assez « particulier », la confiance et la défiance faisant toujours débat. Bref, nous assistons à la montée en puissance du citoyen qui interroge : j'ai des enfants, des petits-enfants, le monde dans lequel nous vivons correspond-il vraiment à ce que j'en attends ? Et les acteurs, les décideurs sont-ils à la hauteur ? Nous ressentons fortement ce mouvement dans les débats de la Commission Pest, lors des nombreuses auditions que nous organisons.

Sans oublier les questions sur la controverse scientifique, car si on voit bien que la science fait ce qu'elle peut, elle n'amène pas les éléments d'une vérité absolue. Et c'est heureux.

Plus globalement, donc, la question du monde du vivant est de plus en plus au cœur du débat sociétal, et par conséquent du monde de l'agriculture et de l'aliment. En tant que parlementaire, je trouve que c'est une bonne chose, car le champ de progrès est intéressant et immense.

Christian, de votre point de vue, cette prise de conscience est-elle le fruit de la mise à l'agenda, de lobbies, d'un mouvement de fond social ?

Christian Huyghe : Je pense que le mouvement est très profond et que l'une des questions les plus importantes concerne les interrogations que la société et les consommateurs se posent sur le futur. Étienne Klein, philosophe et physicien, dit : le progrès a perdu sa majuscule, c'est le symptôme de son déclin ; et le progrès, c'est la vision que l'on a d'un futur commun. Et on n'arrive plus à donner à voir ça. D'une certaine façon, on a donc des tas de raisons de se poser des questions. Et Étienne Klein dit d'ailleurs que progressivement on a remplacé le mot progrès par celui d'innovation qui ne dit strictement rien de l'endroit où l'on veut aller.

Je pense qu'une des grandes difficultés et l'une des grandes obligations que l'on a, c'est de donner à voir la trajectoire dans laquelle on veut s'inscrire. Pour une raison assez simple : l'Europe vit son agriculture et son alimentation sur un contrat social établi à la fin de la Seconde guerre mondiale et, aujourd'hui, ce contrat n'a pas été rediscuté, ou insuffisamment, à l'occasion des États généraux de l'alimentation.

Donc, il ne s'agit pas tant de savoir pourquoi les gens se posent des questions sur les pesticides, mais s'il y a de bonnes raisons de s'interroger à leur sujet. Il y en a plusieurs. Comme l'a dit Éric, des impacts sur la biodiversité sont évidents – assez peu directement, beaucoup plus indirectement – et l'on sait qu'il existe aussi des impacts sur la santé - peu d'effets aigus, des interrogations liées à des effets cocktail, de grands questionnements sur les effets très indirects. Par exemple, nous savons désormais que nous portons un microbiote pour une part hérité de notre mère et pour l'autre hérité de

l'environnement auquel l'enfant est exposé très jeune. A partir du moment où le pesticide modifie l'environnement, de fait il modifie le microbiote, avec cette conséquence : c'est la génération suivante, ou deux générations suivantes, qui paie. D'où la question fondamentale derrière les pesticides : face au bénéfice qu'on retire aujourd'hui de leur utilisation, l'externalité négative n'est pas instantanée, est-elle payée par une ou deux générations suivantes ? Comment chiffre-t-on ça, comment arrive-t-on à l'intégrer ? Nous n'arrivons pas à rendre cette question explicite, elle suscite une trop grande aversion.

La deuxième grande raison a été évoquée par Philippe. L'usage des pesticides s'est inscrite dans une très grande transition des systèmes de production. Rappelons que dans ce système, le pesticide a la particularité d'être le seul intrant non obligatoire ; dans certaines conditions et selon certaines pratiques, on peut ne pas l'utiliser. Il a permis de simplifier la vie des agriculteurs, d'augmenter les gains de productivité, donc d'agrandir les exploitations tout en homogénéisant les territoires. Et boum, le système était parti ! Avec cette conséquence : une partie des services écosystémiques que rendaient les territoires ne le sont plus aujourd'hui. Nous avons entamé une spirale négative. La question est : est-ce une raison pour s'interroger ? Oui, c'est une évidence. Je rejoins complètement Philippe, quand il dit que c'est une porte d'entrée pour discuter des systèmes de production. Et, deuxième élément : pourra-t-on restaurer ces services écosystémiques ? J'en suis moins convaincu.

La loi des géants

Comment peut-on expliquer cette rapidité de passage de l'agenda à la décision ? D'où vient l'urgence ?

Philippe Baret : En Belgique, l'urgence politique est venue du fait que cet enjeu avait notamment été porté par les partis écologistes qui ont davantage de poids qu'en France. Les autres partis ont réalisé qu'il y avait là un enjeu citoyen et qu'il était devenu impossible de défendre l'ancien système. Il y a donc eu une sorte de consensus sur le fait qu'il fallait

adresser le problème et en faire quelque chose. J'ai discuté avec le ministre de l'Environnement belge du fait qu'il y a là une super porte d'entrée pour vraiment avancer dans le débat. Le problème, c'est qu'on tombe sur la difficulté classique de l'agenda politique d'obtenir rapidement des résultats, et cela complique les choses. Concrètement, la Belgique a déjà supprimé les pesticides dans les jardins et aux abords des écoles. Cela a un impact citoyen très fort, mais on n'en est pas à changer le système.

Pour moi, la question n'est pas tant comment on passe de l'agenda à la décision, mais comment on passe de l'agenda à quelle décision ? Si les décisions doivent être très rapides, elles ne peuvent être qu'à la marge. Finalement, ce qui me désole un peu dans le débat sur les pesticides, c'est que la mise à l'agenda a abouti, d'une part, à un discours de suppression radicale qui est difficilement tenable aujourd'hui dans l'état des systèmes et, d'autre part, à des pratiques de suppression marginale, en usage privé, à l'échelle communale, aux abords des écoles qui, paradoxalement, ne questionnent pas le système agricole. Avec la discussion sur la Pac et les prochaines élections européennes, il y a un enjeu à mener le vrai débat sur le système agricole que nous voulons, débat en partie raté lors des États généraux de l'alimentation. Car dire « on ne veut plus de pesticides demain », c'est la meilleure façon de ne pas avoir de changements au niveau des systèmes agricoles.

Éric, concernant le dossier glyphosate, comment ça s'est passé à Strasbourg ? Il est arrivé par la petite porte ou par la grande ? Comment a-t-il été porté ?

Éric Andrieu : En fait, la question est née de la controverse sur la molécule. Deux agences ont émis des avis divergents. D'un côté le Centre International de Recherche contre le Cancer (CIRC), l'agence spécialisée de l'OMS pour la recherche sur le cancer, a dit que le glyphosate était potentiellement cancérigène. Alors que pour l'Efsa, « notre » autorité européenne de sécurité des aliments, cette molécule ne l'est pas. Quand vous êtes législateur et non scientifique, il n'est pas simple de faire la loi, ou d'y contribuer, en vous appuyant sur des avis divergents de scientifiques. Voilà pourquoi nous nous sommes intéressés de

près à la question. Nous sommes entrés dans les détails, dans les arcanes des modalités du protocole d'autorisation de mise sur le marché des molécules. Et là, s'ouvre un monde assez particulier et cocasse ; il faudrait des heures pour vous le décrire, mais je vais essayer de faire vite...

Depuis cinquante ans, le poids du modèle agricole a influencé toute l'organisation périphérique au fait agricole. Ce n'est donc pas le fait du hasard si, aujourd'hui, la maîtrise du monde du vivant est contrôlée par trois grandes multinationales. Pour résumer, j'assume mes propos, Bayer - qui a absorbé Monsanto -, Syngenta-ChemChina et Dupont-de-Nemours, voilà les trois grandes multinationales qui, de la semence à l'assiette, font la loi à l'échelle intercontinentale sur le monde du vivant.

Et nous en sommes responsables. Car ma lecture politique, c'est qu'au nom d'une vision très libérale, nous avons laissé dévier le monde vers celui d'aujourd'hui. Quand une industrie peut ainsi se concentrer à l'échelle mondiale, c'est que le monde de la recherche privée et industrielle s'est aussi concentré. Un premier constat terrible pour moi et pour certains d'entre nous. Car l'enjeu reste quand même la garantie de la santé des 500 millions de citoyens européens. C'est ainsi que je conçois ma mission de parlementaire.

La situation est grave

Quand on déroule le fil de la pelote, on s'aperçoit que la situation est grave : là où on a une recherche privée industrielle très concentrée, avec des moyens dédiés, la recherche publique reste très atomisée et dotée de moyens très hétérogènes. Pour l'Europe, ce ne sont pas moins de quatre agences, l'Efsa, l'Agence de l'environnement, l'Agence des médicaments et l'Agence des produits chimiques. Ajoutez à cela, des agences par État et vous imaginez bien que selon qu'elles soient basées en France, à Malte, à Chypre ou en Estonie, elles n'ont absolument pas les mêmes moyens d'agir sur ces sujets. Malgré la tentative de synergie entre les agences, tout cela n'est pas à la hauteur des enjeux du moment.

Ensuite, au sujet de l'autorisation des molécules... Aujourd'hui, pour mettre une molécule sur le

Eviter les malentendus

marché, un industriel investit des sommes considérables dans la recherche, puis – pour simplifier- la molécule passe devant les agences qui délivrent un agrément. Une fois l’agrément acquis, le marché mondial s’ouvre et c’est *open bar* ! L’industriel ne participe pas au financement de la recherche publique, et cela interroge l’ élu que je suis. Quand l’industriel travaille sur les molécules, il choisit l’État-membre qui va examiner le bien-fondé des études qu’il a réalisées. Par exemple, pour le glyphosate, Monsanto a d’abord choisi l’Etat allemand ; au moment de la réévaluation de la molécule, ce fut encore l’Allemagne via son agence d’évaluation des risques BFR² ; rebelote pour la troisième étude de réévaluation du glyphosate, toujours ce même Etat et cette même agence. Vous comprendrez qu’il n’y avait pas de raison que cette agence qui avait rendu le premier avis sur la première étude émette un avis contradictoire à la troisième. Ce, d’autant qu’au moment où le BFR émettait son avis sur le glyphosate, on était en pleine négociation de rachat de Monsanto par Bayer, entreprise allemande. Imaginez les enjeux économiques qui vont avec. Quand on est élu, on ne peut que s’interroger sur les collusions.

Nous demandons donc des garanties de transparence et d’indépendance dans les systèmes d’autorisation et des protocoles. Bien sûr, tout le monde nous affirme qu’il n’y a pas de problème ! Sauf qu’une fois cela affirmé, de façon doctrinale, quels sont les éléments garantissant votre indépendance ?

Au fil de ces travaux, j’ai réalisé que le monde de la recherche a une approche très corporatiste finalement, qu’il reste dans l’entre soi. Par exemple, l’Efsa crée des comités d’experts qui, eux-mêmes, étudient les déclarations d’intérêt, ce qui n’est rassurant ni pour l’ élu que je suis, ni pour le citoyen. Sans doute y-a-t-il des aspects à améliorer ou faut-il porter cela devant des magistrats. Bref, quand on regarde les éléments d’analyses de molécules point par point, on voit qu’il y a bon nombre de « trous dans la raquette » et que, en tant que législateur, nous sommes dans l’obligation de faire des propositions d’amélioration.

Christian Huyghe : Je ne pense pas qu’Éric voulait dire : « *Tous pourris, on va tout passer par-dessus bord !* » Il faut amender, il faut comprendre les pratiques.

L’ensemble de la réglementation actuelle sur les produits phytosanitaires correspond au contrat social précédent, à savoir que l’objectif est de produire. Avec cette conséquence : aujourd’hui, la clef d’entrée de l’évaluation des produits phytosanitaires reste leur efficacité. On doit démontrer que ça marche, l’analyse des impacts passant après. Avec cette difficulté : l’analyse des impacts suppose que l’on doit s’interroger sur le système dans lequel elles sont étudiées. Le vrai problème, puisqu’on a commencé par parler du glyphosate, ce n’est pas tant la molécule qui pose problème, que les 9 010 tonnes qu’on utilise.

Éric Andrieu : Il y a un malentendu énorme. Quand on parle du glyphosate, on parle de la molécule active et non de la formulation. Avec cette molécule il y a « mille » formulations délivrées sur le marché, dont le Roundup. Je ne suis pas sûr, par exemple, que le Circ et l’Efsa aient regardé la même chose. Alors effectivement, petit à petit tout le monde s’accorde à dire que la molécule active, le glyphosate, n’est pas forcément cancérigène ; en revanche, les études et les analyses divergent concernant les formulations créées à partir de glyphosate. Il faut donc que nous parlions des mêmes choses pour avancer.

Aujourd’hui, pardon Christian, ce qui m’importe ce n’est pas tant le glyphosate que de savoir s’il y a un souci ou non de santé humaine quand on met du Roundup. Et quand on demande à la Commission pourquoi il y a deux niveaux d’étude (l’Europe pour la molécule, un Etat pour la mise sur le marché) - à mon avis, une inconséquence totale -, on nous répond que c’est ainsi, que c’est la règle. Sauf que nous sommes là pour changer les règles et nous allons essayer de le faire.

² *Bundesinstitut für Risikobewertung*, Institut fédéral allemand d’évaluation des risques

Christian Huyghe : Le glyphosate, qui entre sur le marché européen à la fin des années 1970, a énormément augmenté en volumétrie pour une raison très simple : la molécule étant tombée dans le domaine public en 2000, son prix s'est effondré, alors qu'il n'a pas varié aux Etats-Unis. Avec cette conséquence : en Europe, on achète très peu de Roundup, mais beaucoup d'autres formes de glyphosate, contrairement aux Etats-Unis où on en utilise partout, puisque Monsanto a gardé la main. Il est donc important de regarder la volumétrie et le système dans lequel le produit est utilisé. Cela rejoint les propos de Philippe : on ne peut pas évaluer les impacts à venir d'une molécule appréciée dans un système contemporain. Ce qui compte c'est la trajectoire.

Avec cette difficulté pour le législateur : demain, nous allons devoir évaluer d'autres options, comme le biocontrôle avec des solutions à effets partiels, dont on sait qu'elles n'auront d'effet que mises dans un système où elles auraient leur effet maximum. Aujourd'hui, ce cadre-là n'est pas construit et nous devons mener une vraie réflexion en matière de droit de l'environnement, sur la façon dont nous allons évaluer les services rendus. Et si nous n'arrivons pas à faire bouger collectivement cette question, nous empêchons, d'une certaine façon, l'émergence de solutions.

Des experts hors bocal

Philippe Baret : J'ai un peu travaillé pour l'Efsa. 1) C'est une grosse machine administrative, et ses fonctionnaires ont une énorme responsabilité, un peu comme un arbitre de foot qui applique les règles de façon plus ou moins intelligente. Là, il y a une approche très conservatrice des règles qui tourne en faveur du vieux modèle. Ce qui fait que, jamais, même quand les faits étaient brutaux, on n'ait dit : nos règles ne fonctionnent plus.

2) Il ne faut pas confondre scientifique et expert. Bien que physiquement ce soit la même personne, on ne leur demande pas la même chose. Le scientifique s'interroge et a des doutes ; l'expert répond à une question, même si elle est mal posée et pour laquelle il ne dispose pas toujours de l'équipement sociologique nécessaire. Ainsi, si l'on

demande à un biologiste moléculaire de répondre à une question comportant des enjeux juridiques, économiques et sociétaux, il ne faut pas espérer qu'il se lance dans des réflexions très intelligentes. Ce n'est pas parce qu'il est idiot, mais parce qu'il est hors de son bocal. Dans le futur, l'une des meilleures façons de travailler l'expertise serait de former nos scientifiques à cet exercice, plutôt que de les laisser seuls exposés à des logiques d'administratifs pensant maîtriser ce concept d'expertise.

Cela fait une bonne transition... Éric, le dossier glyphosate est arrivé, il doit être épais. Pour prendre une décision, qu'avez-vous fait ? Vous avez regardé les conséquences, vous avez procédé à des arbitrages, comment ça s'est passé ?

Éric Andrieu : D'abord, pour revenir sur l'Efsa, elle n'est rien d'autre qu'un bras armé de la Commission européenne. On pourrait très bien imaginer qu'elle soit intégrée à la Commission, c'est un choix politique. A l'agence, on nous dit que le boulot a été fait, mais qu'il n'est pas si simple de creuser le travail. Pour vous donner un ordre de grandeur en termes de force de frappe : quand cinquante agents de l'Efsa travaillent sur les pesticides, ils sont 500 au sein du gouvernement canadien. Donc, effectivement, il reste des questions, en particulier sur les effets cocktail, sur lesquelles l'Efsa dit qu'elle pourrait mieux faire, mais qu'elle ne sait pas ou n'a pas les moyens.

Pour répondre à votre question, le dossier n'est pas arrivé... Le Parlement européen dispose de vingt commissions institutionnelles qui traitent des affaires courantes et il a la capacité de mettre en place des commissions spécifiques. Dans ce cadre, nous avons été quelques-uns à pousser à la création de la commission spéciale Pest, sur les pesticides. Sa mission : analyser et évaluer le protocole d'autorisation des molécules, afin de déceler les aspects défailants et de faire à la Commission des propositions de nouvelles directives et de nouvelles législations. Pour ce faire, nous avons neuf mois et nous sommes à mi-chemin. Où en sommes-nous ? Nous avons organisé bon nombre d'auditions, de l'Efsa bien-sûr, mais aussi de toutes les agences européennes et d'un panel d'agences nationales. Curieusement, nous avons constaté qu'il y a des

distorsions dans les pratiques des États, tant en termes de moyens dédiés que de règles du jeu, de protocoles et de méthodologies. Chaque État a sa façon d'aborder la question. A minima, il faudrait plus de synergie, de mise en commun entre les agences européennes. Nous allons proposer de changer tout cela. Quant au lien entre les agences européennes et les agences nationales, il y a là aussi bon nombre d'aspects à aménager... Nous n'en avons pas terminé.

Bien-sûr, nous avons rencontré des scientifiques, nous sommes dans la phase de rencontres des ONG et de scientifiques éloignés de l'approche Efsa afin d'obtenir tous les éléments de la controverse. C'est très intéressant, car chaque approche verse de nouveaux éléments au dossier. Sur cette base, nous sommes en train de rédiger un rapport qui sera présenté à la Commission et voté en décembre. Sans concession, il examinera tous les points du protocole d'autorisation - du moment où l'industriel déclenche le processus de recherche jusqu'à l'autorisation -, qui nous paraissent relever de la défaillance ou qui nécessitent d'être améliorés.

Le citoyen est curieux

Aujourd'hui, nous cherchons à répondre à court terme à la question de l'efficacité (en gros, chercher à éliminer un nuisible sur une plante). Mais, problème, le monde ne vit plus dans l'efficacité, mais dans le systémique - et le citoyen est curieux du systémique. Si, d'un côté, vous éliminez le nuisible mais que, de l'autre, vous créez du cancer ou autres soucis de santé humaine... vous créez un problème. Bref, nous ne pouvons plus être dans une logique d'efficacité au sens strict du terme. Cela change complètement les comportements et les façons de faire, modifie totalement nos modes d'organisation et interroge même le fait démocratique. Actuellement, nous travaillons sur la nouvelle Politique agricole commune. Il est incroyable de constater le manque de vision stratégique du projet qui nous est présenté par la Commission

européenne. D'autres États et continents, comme la Chine, le Brésil et l'Inde - qui vient de nous passer devant³ - développent de vraies visions stratégiques en matière agricole et alimentaire !

Au-delà de la molécule de glyphosate, notre continent ne peut pas continuer à ne pas s'interroger sur les questions qui touchent les pesticides. Le « fait pesticides » stigmatise cette incapacité collective à produire de la pensée et du commun à moyen et long termes. Il questionne notre capacité à produire du sens, pour dire de la stratégie. Cela devrait être au cœur du débat politique mais, malheureusement, ça ne l'est pas. Ce qui m'interpelle au plus haut point.

A propos du glyphosate, on a beaucoup entendu le monde agricole crier qu'on ne pouvait pas faire sans. D'un autre côté, on voit des techniques alternatives se développer, la confusion sexuelle, la résistance des végétaux. Peut-on faire aujourd'hui sans les pesticides ?

Christian Huyghe : En fait la question est : que peut-on faire sans pesticides aujourd'hui et demain ? Demander : « *Peut-on faire aujourd'hui sans pesticides ?* », c'est comme demander à quelqu'un qui marche avec des béquilles de les enlever : il tombe. Aujourd'hui, nous héritons d'un système que nous avons construit autour de cette ressource et, de fait, très peu d'autres options ont été créées. Il existe l'agriculture biologique, qui a son glyphosate à elle, le cuivre, qui ne va pas sans poser de problème non plus. Et ce système marche à condition qu'il y ait un consentement élevé à payer de la part du consommateur. Or, comme je l'ai déjà dit, notre contrat social s'est construit autour de l'idée qu'il faut assurer la couverture des besoins alimentaires à des prix très bas. Si vous ne desserrez pas cela, ça ne marchera pas bien. Si vous êtes coincé contre le poteau de corner, il va bien falloir vous en éloigner à un moment donné, sinon ça va mal se passer, même si l'arbitre est très honnête. Il faut donc penser le système de demain et nous avons la chance considérable de voir arriver de

³ L'Inde devient la 6^e économie mondiale devant la France (Le Figaro, juillet 2018)
<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/07/10/20002->

[20180710ARTFIG00265-l-inde-devient-la-6e-economie-mondiale-devant-la-france.php](http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/07/10/20002-20180710ARTFIG00265-l-inde-devient-la-6e-economie-mondiale-devant-la-france.php)

nouveaux leviers et de nouveaux cadres de pensée qu'il faut utiliser au maximum.

Ainsi, le cadre d'analyse offert par l'agroécologie est extrêmement riche. Il consiste à dire qu'une culture est un agroécosystème construit de façon à maximiser les services qu'il nous rend, par exemple des régulations biologiques pour gérer les bioagresseurs ou une partie des problématiques de fertilité.

Ensuite, nous découvrons que les plantes ont elles-aussi un microbiote jouant un rôle important dans leur santé. C'est très intéressant : une plante est en bonne santé, non parce qu'elle est à l'abri des attaques parasitaires, mais parce qu'un ensemble de bactéries, champignons et levures à sa surface permettent un équilibre. Bien sûr, les entreprises de phyto imaginent déjà récupérer ces champignons et ces levures très utiles ; c'est une option. Deuxième option : semer en même temps qu'une graine, l'écosystème qui va avec. Cette pratique est connue de longue date dans le Sud-Ouest où le soja est semé avec la bactérie symbiotique fixatrice d'azote *Bradyrhizobium japonicum*. Nous connaissons des petits bouts d'écosystèmes ; reste à appréhender l'ensemble. Un peu comme si nous venions d'ouvrir la porte d'une pièce dont on ne connaît ni la taille, ni le contenu.

Le troisième grand secteur à développer concerne les insectes et l'écologie chimique. Un insecte ne va pas au hasard sur une plante, il la renifle, il la sent... En moyenne, un insecte dispose d'une sensibilité à peu près dix mille fois supérieure à celle d'un humain. Autant dire qu'il trouve à peu près tout ce qu'il veut. La question est de savoir comment on peut jouer sur cet élément. C'est déjà ce que l'on fait avec la confusion sexuelle. En viticulture, on peut globalement se passer d'insecticide, simplement en évitant qu'un insecte mâle rencontre une femelle parce qu'on a déposé des odeurs partout. L'Inra a développé un traitement de la chenille processionnaire du pin en saturant l'univers d'hormones sexuelles. Ça marche à petite échelle, mais comment perturber demain un paysage de façon à ce que l'insecte ne trouve plus sa cible. C'est un champ de recherche passionnant, allant de la

génomique à la neurobiologie des insectes. L'enjeu ? Synthétiser des molécules et regarder comment un insecte répond : content, pas content. Créer des paysages olfactifs pour éviter les attaques d'insectes sur les cultures à protéger.

Ces trois domaines sont des sources de leviers majeurs, une base sur laquelle nous allons concevoir les systèmes de production de demain, à laquelle il faut ajouter la génétique des espèces. Par exemple, on fait de la culture de blé et de maïs, mais que fait-on entre les deux ? En gros, nous devons passer de l'idée que nous avons des successions culturales à celle qu'il y a douze mois par an à occuper. Reste enfin un dernier levier qui permet d'agir précisément : l'agriculture numérique et sa capacité d'agir en tout endroit d'un territoire.

Donc, pour répondre à votre question : aujourd'hui, on peut difficilement se passer des pesticides. Demain, dans un univers très différent, on pourra le faire.

Changer le système agricole

Philippe Baret : Christian, je ne pense pas que ce type de raisonnement permette d'entrer dans un monde de transition. Il va simplement sauver l'ancien système. Nous sommes face à un problème systémique, lié à l'organisation de notre politique agricole, et on nous propose la confusion sexuelle chez les insectes ! Je suis d'accord, toutes les solutions proposées font sens, mais si on ne change pas le cadre, elles ne servent à rien. La question est : quelle priorité met-on aujourd'hui en avant ? Tous les chercheurs de l'Inra qui se mobilisent sur ces sujets sont super, mais je voudrais qu'on se mobilise pour m'expliquer comment on change le système agricole. Par exemple, un des points sur lequel je ne suis pas du tout d'accord, c'est la question du prix. Dans les systèmes agricoles actuels, la question des prix est avant tout celle des subsides. Dans les enquêtes du JRC⁴ (Centre commun de recherche de la Commission européenne), 41 % du revenu des agriculteurs en Europe (et c'est bien plus en France et en Belgique) viennent des subsides. On est donc

⁴ https://ec.europa.eu/info/departments/joint-research-centre_fr

dans un système dont les prix sont faux, qui ne fait pas payer les externalités à l'agriculture. On ne peut donc pas dire que la question des pesticides dépend de ce que le consommateur veut payer, puisqu'il paie quelque chose d'artificiel, qui n'a rien à voir avec le prix réel. Sans parler de ceux qui prélèvent une rente sur l'ensemble de la filière. Donc le consommateur pourrait payer beaucoup moins cher, si les groupes agroalimentaires et la distribution ne se sucrèrent pas au passage.

Mais en fait, ma grande crainte, c'est que la recherche sur les alternatives va consommer énormément d'argent, d'intelligence, d'espace médiatique et, pendant ce temps-là, on n'entend rien sur la Pac, sur les prix, sur les systèmes en agriculture biologique et agroécologiques qui consomment bien moins de pesticides que les autres systèmes, mais qui ne trouvent pas leur place pour des raisons socioéconomiques et non pour des raisons techniques.

Les solutions qui nous ont été exposées sont très intéressantes d'un point de vue technique, mais l'enjeu de la sortie des pesticides n'est pas une question technique, une question d'alternatives. En 2012, la France pouvait être très fière d'avoir lancé une réflexion sur l'agroécologie. Aujourd'hui, elle devrait être désolée de n'avoir fait, pour l'essentiel, que de l'agroécologie technique et très peu de changement de système. Or, comme l'a dit Christian, l'agroécologie est une question de changement de système et d'autonomie de décision des agriculteurs. Je ne vois pas en quoi des études techniques vont donner de l'autonomie de décisions aux agriculteurs.

En fait, le problème fondamental, c'est qu'on ne demande pas aux agricultrices et aux agriculteurs de faire de l'agriculture mais de produire. Il faut donc d'abord leur redonner du pouvoir de décision pour qu'ils fassent de l'agriculture. Quand ce sera le cas, alors ils viendront chercher les solutions proposées par Christian. Mais si on les laisse dans un modèle où on leur demande de produire de grandes quantités à tout prix, ils continueront à faire ce qu'ils savent faire, même si toutes les solutions techniques de la planète sont sur une étagère.

Dernière chose, la question n'est pas comment on enlève les pesticides du système, mais : comment favorise-t-on les systèmes sans ou avec très peu de

pesticides par rapport à ceux qui en emploient un peu beaucoup ou beaucoup ? Pour moi, les systèmes et les solutions existent déjà. Pas partout, certes. Par exemple, on ne sait pas faire de pommes de terre sans pesticides et on a besoin de recherche. Mais, surtout, les systèmes qui fonctionnent déjà avec pas ou très peu de pesticides sont défavorisés dans le modèle de la recherche. Aujourd'hui encore l'investissement de l'Europe en recherche sur le bio est très inférieur à celui sur les biotechnologies. Et ce ne sont pas les biotechnologies qui vont nous sortir des pesticides !

Soutenir la transition

Il y a quand même une tension importante entre une décision politique qui va être prise, dans un temps relativement court, et le temps long du changement de système ou de technique. Comment les agriculteurs vont-ils faire ?

Philippe Baret : On peut aller très vite.

1) On interdit la publicité pour les pesticides, notamment dans la presse agricole. Hier, dans les journaux agricoles belges, il était demandé de mettre de l'anti-mildiou en préventif. En préventif de quoi ? Il fait sec depuis six semaines... Ils sont donc en train de fourguer leur stock.

2) On fait payer les externalités à ceux qui font des dégâts.

3) On a une vraie politique de soutien aux agricultures de transition, aux agricultures en agriculture biologique ou proches de l'agriculture biologique. Cela veut dire investir en recherche, investir en soutien des collectifs, investir dans les Chambres d'agriculture, dans les CIVAM, etc., pour favoriser ces modèles-là.

On peut soutenir radicalement les modèles qui conduisent à une transition et casser ceux qui vont dans l'impasse – en s'assurant que cette transition est possible au niveau de l'agriculteur. La décision peut être prise demain. A partir de là, tout le monde connaît l'horizon et chacun est accompagné pour y accéder.

Quand on voit le débat actuel sur la Pac, il y a une hypocrisie extraordinaire. Tous les politiques et une partie des institutions de recherche clament : on

veut un monde sans pesticides ! Et quand on propose de renforcer le premier pilier de la Pac au lieu du second, personne ne dit rien. Alors moi je ne comprends pas. Je pense que les spécialistes de la Pac doivent être au premier rang du débat sur les pesticides. C'est eux qu'on doit entendre.

Christian Huyghe : Je ne suis pas complètement d'accord avec Philippe sur deux points.

Le premier, c'est d'oublier de penser l'agriculture comme une chaîne de valeurs, avec des systèmes de transformation agroalimentaire en aval qui doivent aussi bouger. Il faut réussir à penser l'ensemble de ce système qui se déplace.

Deuxième point : il faut sortir de la logique disant que la production est avant tout agricole avec production de biomasse ; et apprendre à quantifier tous les services environnementaux rendus par l'agriculture. Bref, passer d'une logique négative, pointant des impacts sur l'environnement, à une logique reconnaissant ce que les agriculteurs font positivement. C'est ça un changement de fond.

Cela rejoint les propos d'Éric : quelle vision doit-on avoir de la Pac ? Dans les visions anciennes, l'agriculture ne produit que de la biomasse, de la matière première pour nous nourrir, pour faire de la bio-économie. A cela il faut ajouter un pilier sur les services environnementaux rendus par les agriculteurs et les territoires. Cela suppose qu'on apprenne à les chiffrer et à les monnayer.

Éric Andrieu : On assiste à une confusion, pas sexuelle mais permanente, entre la notion d'objectif et la notion de moyen.

De la recherche oui, mais au service de quoi ? De la science oui, mais au service de quoi ? Fondamentalement, la question qui est posée est celle du modèle agricole. Je suis un fervent défenseur de l'exception agricole. Je considère que le fait que l'agriculture soit entrée dans l'OMC est une déviance totale, dont on ne se remet pas.

Si on continue de considérer que l'agriculture est une économie comme une autre, on pourra chercher tant qu'on voudra, on ne changera pas de pratique. Considère-t-on aujourd'hui que l'agriculture produit de l'aliment, que l'aliment agit sur la santé humaine et que, par conséquent, l'objectif suprême n'est ni l'agriculture ni l'aliment,

mais la santé humaine ? Est-ce qu'on considère que l'agriculture agit sur notre environnement qui est un bien commun et que, donc, ce qui est important ce n'est ni l'agriculture, ni le produit, mais l'eau, l'air, le sol ?

Une question de positionnement politique

Cela change complètement les paradigmes d'approche, car ce n'est pas un problème de chercheurs ou de sciences et techniques, mais un problème de positionnement politique. Pour résumer : à quel monde aspire-t-on ? A quelle agriculture aspire-t-on ? Une agriculture qui génère de l'activité, de l'emploi, et une ruralité vivante, ou pas ? Une agriculture qui produise des biens de qualité avec un objectif nutritionnel ou nutritif de qualité qui impacte la santé humaine, ou pas ? Etc. Sincèrement, la question du prix est un faux problème, parce qu'on fonctionne sur le seul indicateur qui vaille aujourd'hui : le PIB. Mais est-ce que, dans notre monde contemporain, le PIB doit être le seul indicateur sur la base duquel nous devons organiser la planète ? Je pense que non. Tant qu'on n'aura pas réglé ces questions-là en amont, on va bricoler derrière et cela va coûter très cher.

Alors bien sûr, techniquement les choses progressent, sur la confusion sexuelle, le biocontrôle, etc., mais il ne faut pas inverser les rôles. Le politique doit prendre sa part de responsabilité pour poser les enjeux de stratégie. Et aujourd'hui, c'est vrai, la Pac n'y répond absolument pas. Je pense qu'il faut repenser une vraie réforme de la politique agricole commune, qui pourrait être un indicateur fondateur. Soyons vigilants à ce qu'il est en train de se produire, à savoir la disparition du commun de l'agriculture.

Là où d'autres États, continents ont des stratégies de moyen et long termes, nous sommes en train de régresser. Lisez les rapports de l'agriculture dans les accords de libre-échange ! L'agriculture est une valeur d'ajustement, cela signifie qu'une partie va disparaître. Et les races françaises seront les premières. J'arrive d'une mission au Brésil, ce n'est pas l'agriculture à laquelle j'aspire.

Pour faire un peu de provocation, s'il n'y a plus d'agriculture, plus de pesticides...

Éric Andrieu : Vous savez au Brésil, on est sur des sols pauvres. Le modèle d'agriculture est simple : on déforeste, on met de l'engrais chimique, on fait une culture de soja OGM, de maïs OGM, du glyphosate à toute berzingue, deux récoltes par an. Et avec ça ils peuvent nourrir le monde. La question est de savoir si le continent européen veut de cet aliment-là. Les Brésiliens nous disent : « *On vous le vend le maïs OGM parce que vous payez bien ; si vous nous demandez du conventionnel, on vous fera du conventionnel.* » C'est donc un sujet de choix éminemment politique, de courage et de vision de ce que nous voulons pour les générations à venir.

Gaëlle Reynou-Gravier. Vous êtes viticultrice près de Bergerac, à Montravel. Qu'en dites-vous ?

Gaëlle Reynou-Gravier : La viticulture n'est qu'un petit bout de l'agriculture. On ne nourrit pas le monde, on le fait boire un peu. Je dis toujours que, malheureusement, si on nous met trop de limites, nous, les viticulteurs, pouvons disparaître. Alors personne ne va mourir de faim si la viticulture disparaît, en revanche les paysages vont changer. Je le vois sur mon territoire où des viticulteurs arrêtent sous les contraintes économiques, environnementales, et personne ne reprend l'exploitation derrière. Les vignes sont abandonnées et les paysages aussi. Je suis viticultrice, pas en agriculture biologique mais dans une agriculture d'observation qui s'appelle « Terra Vitis ». On n'a jamais autant observé sur mon exploitation et on ne s'est jamais autant planté que cette année. Donc voilà, la plante est fragile, c'est un écosystème, elle est fragilisée par les intempéries, la météo...

Cette année, je suis à dix traitements phytosanitaires, c'est beaucoup. J'utilise beaucoup de cuivre, vous en connaissez le principe : on applique, il pleut, il faut appliquer de nouveau avant les prochaines pluies. Donc c'est un très gros problème.

Mon père me disait : « *On n'a jamais autant traité et on n'a jamais eu autant de mildiou* ». Il faut apprendre que dès que l'on modifie quelque chose dans notre environnement, on impacte l'équilibre

de la plante. L'année dernière, le gel avait vraiment perturbé la plante, il faut maintenant la rééquilibrer. Il faut se dire que changer d'agriculture, c'est possible, mais cela ne va pas se faire en un jour. A travers les médias, on entend que les gens sont très pressés. Ils disent : « *Maintenant il faut faire un effort. Les agriculteurs, vous allez arrêter d'utiliser du glyphosate, vous allez arrêter de polluer avec les produits phytosanitaires !* » Mais il faut qu'ils soient aidés. Il n'est pas possible que le changement se fasse en trois ans. Pour arrêter le glyphosate, nous nous sommes équipés d'outils mécaniques cette année, mais il faut que nous apprenions. Mon père a connu l'arrivée du désherbant. Quand il a commencé, ses voisins venaient voir comment il l'utilisait. C'était révolutionnaire. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Tout le monde va voir le voisin qui a acheté un nouvel équipement pour travailler le sol.

Et il s'est passé 30 ans...

Gaëlle Reynou-Gravier : Oui, c'était fin des années 70. Il faut dire qu'à cette époque, on a changé de modèle. Aujourd'hui, nous rechangeons de modèle mais, en revanche, nous ne sommes pas très nombreux. Dans notre village, nous n'avons plus de forgeron, mais il va en falloir à nouveau. Tout cela fait qu'on n'est pas à même d'appréhender cette suppression du glyphosate même si nous sommes conscients pour nous-mêmes, pour nos voisins, pour l'ensemble de la société qu'il faut arrêter d'utiliser ces molécules. Mais, je le répète, il faut nous aider et ne pas être trop pressé.

Ensuite, à Bergerac, nous avons un autre problème ; le prix de vente de nos vins est bas. Il faut qu'on nous donne aussi les moyens de produire et d'en vivre, car si nous arrêtons tous les produits, nos rendements vont diminuer. Alors, si les gens ne sont pas prêts à acheter nos vins un peu plus cher, on ne sera pas rentable.



Echanges avec le public

Xavier Poux, consultant chercheur à ASCA : Une remarque de cadrage. Je ne pense pas qu'il faille distinguer, d'un côté, les aspects techniques et, de l'autre, les aspects sociopolitiques. Si l'on se réfère à la notion de système sociotechnique, on voit bien que les techniques façonnent aussi les visions du monde. Donc, les changements à opérer sont bien dans le rapport qu'on a à la fois avec la technique et ce qu'elle signifie d'un point de vue de la société.

Je voulais rebondir sur le propos introductif de Philippe Baret quand il a dit : le problème ce ne sont pas les pesticides, mais ce qu'il y a derrière. En fait on a des problèmes qui sont systémiques et les pesticides sont un problème en soi. Je pense que si on veut avoir une crédibilité en termes de politique publique, il faut savoir pourquoi on veut faire bouger le système. Et je pense que les pesticides, en eux-mêmes, sont une raison de faire bouger le système. Les enjeux de gouvernance et d'autonomie des exploitations sont une autre raison. Autrement dit, je ne jouerais pas tellement au jeu de « la bonne raison pour faire bouger le système, c'est ça, ou c'est ça », mais c'est quelque chose de global.

Enfin, je voudrais commenter le fait que la transition doit s'inscrire dès aujourd'hui en termes d'objectif, après elle peut prendre du temps. Quand on regarde ce qu'il s'est passé, entre 1950 et 1970, et qui a été évoqué par Gaëlle, c'est complètement dingue ! Je pense que si on avait dit à un agriculteur des années 50, ton exploitation sera comme cela dans les années 70, il ne l'aurait pas cru. Donc, en 2018, je pense qu'on a la responsabilité de dire : on veut qu'en 2050 les exploitations soient sans pesticides. Cela mettra une génération, mais il faut commencer à le faire dès aujourd'hui. Il ne faut pas attendre, on n'a déjà peut-être plus le temps.

Un participant : Je voyais il y a quelques jours, dans une émission sur Arte la façon dont la région de La Grande-Motte a été démoustiquée avec du DDT épandu par avion – ce qui nous semble inacceptable aujourd'hui. Eh bien, en 2062, quand la fille de ma fille, qui n'est ni née, ni conçue, viendra aux Controverses européennes à Bergerac, sa

génération aura une vision sur l'utilisation des néonicotinoïdes quant à leur impact sur les pollinisateurs qui est probablement la même que celle que nous avons aujourd'hui de l'utilisation du DDT. Il faut un peu se projeter par rapport à la capacité scientifique d'évaluation du niveau de risque, qui évolue indépendamment du contrat social, et sur le niveau d'acceptabilité du risque qui, lui, est une question sociale.

Un participant : Une question au panel... Quel est votre point de vue sur la dualité de notre gouvernement entre, d'une part, une figure environnementale bien connue et, de l'autre, un ministère de l'Agriculture qui, à mon sens, fait un pas en arrière sur la loi de l'agroécologie ?

Agir sur les règles du jeu

Antoine Messean : On a beaucoup parlé de l'évaluation et de l'Efsa. J'ai été expert neuf ans dans le panel OGM. Bien que les règles soient un peu différentes entre les OGM et les pesticides, il y a des points communs.

Tout d'abord, même si elle n'a que quinze ans, l'Efsa est une grosse machine institutionnelle, et j'ai beaucoup de critiques. Les déclarations d'intérêt sont très strictes pour les experts, elles sont publiques, surveillées par les ONG, mais elles sont beaucoup moins transparentes pour le staff de l'Efsa. Le problème, c'est que les agences nationales - Éric l'a mentionné -, représentent un nivellement par le bas du niveau d'exigence.

Donc, un premier message pour les politiques : on peut critiquer la façon dont se déroule l'évaluation, mais les règles du jeu sont fixées par le politique, Commission et États membres. Et je peux témoigner que, parfois, les experts sont très frustrés, car ils voudraient améliorer la façon d'évaluer mais les règles ne le permettent pas.

Un exemple : L'Efsa a édicté des règles qui, normalement, obligent à décrire explicitement le niveau d'incertitude que l'on trouve dans les avis.

Eh bien, la Commission européenne est la première à résister à cela, parce que le politique veut un avis blanc ou noir. Et il y a une pression très forte sur les panels et sur les experts.

Le message pour la recherche, c'est sur le fond. Effectivement, comme l'a dit Christian, le système actuel est évalué sur les effets directs. Donc on évalue les innovations, indépendamment des systèmes dans lesquels elles vont être utilisées.

On travaille sur un pesticide, mais quid des autres pesticides à côté ? On commence à se rendre compte qu'il y a des effets cocktail, sans que cela soit forcément pris en compte par la réglementation. On peut intégrer la question des effets systémiques à la réglementation, mais il faut reconnaître que les effets à long terme, les changements d'échelle dans le temps et dans l'espace restent difficiles à évaluer. D'où ce message à la recherche publique : il faut un meilleur équilibre entre l'évaluation a priori et l'évaluation a posteriori.

Pour terminer, Philippe disait qu'il faut former les scientifiques. Oui ! Il faut que la recherche publique développe des programmes qui proposent des méthodes d'évaluation opérationnelles dans le système réglementaire, de façon à ce que le politique puisse dire : regardez, on a les outils, donc on peut l'intégrer à la réglementation.

Sortir de la dualité

Philippe Baret : Un des principaux verrouillages au niveau politique du débat sur les pesticides, sur l'agriculture, c'est la dualité, comme si on n'avait en France que deux modèles, l'un dégueulasse porté par le ministre de l'Agriculture, l'autre idéal porté par Nicolas Hulot. Le problème, c'est qu'on joue au ping-pong entre les deux modèles, on se renvoie la balle, alors que le monde, ce n'est pas ça !

Je fais un peu de prospective en Belgique. On nous a demandé de nourrir une prospective « zéro pesticides et 100% de bio ». J'ai refusé de la faire, et j'ai dit que je parlais avec quatre modèles, pour faire s'écrouler le débat binaire. La question est de savoir comment on mélange ces quatre modèles⁵. Il y en a un dont on ne veut plus, un autre qu'on trouve bien

mais qui reste petit, et les deux autres où il faut faire bouger les gens. Cela permet de créer l'espace à l'intérieur duquel les agriculteurs peuvent se situer. Il y a deux problèmes à la dualité française. D'une part, ce jeu où l'un pousse d'un côté et l'autre tire de l'autre est stérile mais, surtout, la majorité des agriculteurs français ne se reconnaissent ni dans le ministre de l'Agriculture, ni dans le ministre de l'Ecologie. Où sont-ils alors ? Nulle part. Alors ils se démerdent seuls dans leur campagne. C'est aussi un problème de modèle de transition. Enfin, je pense à un acteur dont on n'a pas encore parlé mais qui porte une lourde responsabilité, ce sont les médias. Ils ont été extraordinaires pour qu'on parle des pesticides, qu'on les mette à l'agenda, pour en faire un enjeu. Mais, la majorité ne nous aide pas aujourd'hui pour la prise de décision et l'orientation vers de nouveaux modèles. Parce que cela demande de la nuance, il faut partir de la diversité des agriculteurs et du terrain. Aller raconter qu'un tel fait comme ça, qu'on a observé du mildiou cette année parce qu'il pleut, que l'année passée il n'y en avait pas... Personne ne veut s'y coller !

Deuxième point, pour répondre à Xavier Poux, je suis d'accord sur le fait qu'entre les années 50 et 70, on a fait de gros progrès, révolutionnaires. Mais un élément a très fortement changé : le verrouillage lié au poids des firmes et la mondialisation. Difficile de changer quand on nous oppose la compétitivité et la mondialisation. La France, par exemple, n'est plus maître de ses exportations de grains. Ce sont des firmes qui décident de ce qu'on produit et de ce qu'on exporte. En un mot, je pense qu'il faut bannir le mot compétitivité de tout débat sur l'agriculture. Je ne suis pas économiste, mais faire la compétition avec les Américains sur la production de céréales, c'est un peu comme la Belgique qui joue contre le Brésil. Quel est l'avantage comparatif de la France par rapport à un pays où la terre ne coûte rien, où l'on peut polluer et où l'on travaille sur des surfaces gigantesques ? Il faut absolument repartir de la spécificité des territoires. Bref : quelle spécificité pour l'agriculture européenne veut-on défendre et sur laquelle on peut construire ? Après, on parlera de Politique agricole commune.

⁵ www.scenagri.be

Pour la nuance dans les médias, vous pouvez lire et faire lire la revue *Sesame*.

Christian Huyghe : J'aime beaucoup la question de la dualité du gouvernement à laquelle Philippe en tant qu'observateur extérieur a répondu. Si on réfléchit de façon binaire, c'est parce qu'on a horreur de la complexité. Et penser le futur, c'est penser complexe. Il faut qu'on accepte cela, que le monde n'est pas noir ou blanc, mais avec cinquante nuances de gris.

Ensuite, sur l'évolution de la science, sur la disponibilité des connaissances. Effectivement il faut être précis, il ne faut pas se tromper d'endroit où l'on regarde et accepter qu'on ne sait pas tout. C'est cette différence entre l'expert et le scientifique, qui nous conduit à avoir une forme d'humilité.

(Re)penser le futur

Éric Andrieu : Je crois aussi que les gens en ont marre qu'on ne leur dise pas la vérité. Si la France avait vraiment voulu stopper le glyphosate, il suffisait qu'elle passe un coup de fil pour convaincre un petit pays comme l'Estonie, la Lettonie, Malte ou le Portugal pour que la majorité soit faite au Conseil européen. Alors quand elle arrive devant l'Assemblée et dit : « *Demain, on va interdire le glyphosate* », on se dit que ce n'est pas sérieux quand on est un peu averti. Il n'y avait donc pas de volonté réelle. Et aujourd'hui, on nous dit : « *Dans trois ans, j'interdis le glyphosate* ». Ce n'est pas sérieux non plus. Il faut arrêter de faire le « en même temps », parce qu'à un moment donné tout le monde va se retrouver au bout de l'entonnoir, et je pense que cela va faire beaucoup de dégâts.

Effectivement, je crois que l'enjeu c'est le projet politique, affronter la pensée complexe et dire : on prend le temps de réfléchir, ensuite on met en place une orientation et on dédie des moyens et des outils pour tendre vers l'orientation. Alors qu'aujourd'hui on a l'impression de vivre cela en opposition, en dualité, alors qu'il n'y a pas d'opposition à avoir. Il faut un consensus sur le modèle. C'est vrai pour le glyphosate, mais ça a été vrai pour les néonicotinoïdes. Si je vous racontais comment la décision a été prise, comment on a pris la majorité,

vous verriez qu'on n'a pas trop à pavoiser en tant que Français.

Un participant : Les pesticides dépasse largement le monde paysan, c'est une question sociétale. On a beaucoup entendu parler de ce que peuvent faire les agriculteurs, mais il ne suffit pas simplement d'interdire des molécules qui seront remplacées par d'autres, aux inconvénients parfois plus graves. Si on ne met pas dans le coup les consommateurs et les coopératives, on va battre de l'air encore longtemps. Je vous rappelle que ce n'est pas demain qu'on enlève les pesticides. C'est inscrit dans la loi française, ils doivent être réduits de 50 % à l'usage depuis 2007, le terme étant fixé à 2018. On est en train de parler du passé, déjà ! Si on écoute le débat, on en a encore pour un bout de temps. Si on continue à dire que c'est complexe, ce qui est vrai, et qu'on n'a pas de solution concrète pour permettre au consommateur de choisir, pas seulement entre le bio et le conventionnel, mais entre le bio et des produits moins traités, si on n'oblige pas d'une certaine manière les coopératives à vendre moins de pesticides, si on n'oblige pas l'agroalimentaire à transformer des produits moins traités, on va rester encore longtemps dans ce système. Que proposez-vous dans ce domaine ?

Un participant : La transition est dans la tête de tous les acteurs des filières, y compris le vendeur de produits phytosanitaires. Première question : les CEPP (Certificat d'Economie des Produits Phytosanitaires) ont été écrits il y a au moins cinq ans. Pourquoi a-t-on aussi peu de résultats de la recherche dans ce cadre ? Deuxième point : peut-on encore massivement pousser des agriculteurs à s'engager en viticulture bio et les accompagner, compte tenu des incertitudes sur le cuivre, notamment avec la position allemande ? Troisième chose : sur le glyphosate, il reste deux ans et demi pour la France. Aura-t-on ensuite des dérogations de 120 jours à répétition, comme sur certains produits ? Et puis, en Europe, il me semble qu'il existe un mécanisme de renouvellement de la dérogation automatique...

Un participant : Une remarque sur la relation très forte entre la Pac et le mode de répartition des aides

et l'utilisation des phyto. A mon avis, c'est sous-estimé.

Deuxième remarque : pourquoi, à aucun moment, on n'a pu envisager de faire dans le secteur du végétal l'équivalent du secteur animal ou du secteur médical, où des agents sont formés pour donner l'autorisation de tel ou tel produit ?

On donne tout ou rien, alors qu'il y a des produits qui peuvent, dans certaines circonstances, dans certains modes d'utilisation ou limités dans le temps, rester utiles.

Flavien Roussel, reporter pour un journal agricole et élu. Je ne comprends pas que, sur la question du glyphosate et sur le reste, on en soit à faire des homologations, à dire on y va ou on n'y va pas, donc du manichéisme. Pourquoi ne travaille-t-on pas sur des plans en disant : en 2030, on aimerait être en moyenne à un litre de glyphosate/hectare en Europe, avec des paliers à 2025, etc.

Francis Macary, agronome, chercheur au centre Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies) de Bordeaux.

A vous écouter, comment s'y prendre finalement pour relancer le véritable débat sur le nouveau modèle social, au niveau national et au niveau européen, avec différents acteurs territoriaux ? Parce que cela permet de gérer toutes les prises d'opinions citoyennes, notamment autour des pesticides et autres contraintes.

Vers une logique de conséquence

Patrice Durand, président du Conseil national de l'information statistique.

Ce qui a été dit me paraît extrêmement important, en particulier sur la question des responsabilités et des conséquences. Le raisonnement en termes de politique publique passe justement d'une logique de produit à une logique de conséquence. Aujourd'hui, il faut travailler sur cette question, sur laquelle la France a un retard considérable.

Le raisonnement sur les conséquences est une vraie révolution, parce que c'est un mode de gestion de l'amont par l'aval. On n'est plus dans une logique de produit, dans une logique d'objectif, mais dans une

logique où l'on passe par la question des conséquences qui pose la question des responsabilités. Et vous avez tout-à-fait raison de dire que ce sont les conséquences qui sont fondamentales. Pourquoi ? Parce que les conséquences ne sont pas des valeurs, ce sont des faits. A partir de là, effectivement la question est de savoir comment on les interprète politiquement. C'est véritablement la question du jugement que l'on va porter sur les résultats. Et cela veut dire que tout le monde doit être à peu près au courant de ce que sont les conséquences, de ce que font les gouvernants et les gouvernements. C'est un enjeu colossal.

Je ne reviendrai pas sur l'évaluation ex-ante, où l'on peut faire de la formalisation assez facilement, de la micro simulation, utiliser des modèles économétriques, mais qui est en fait assez restreinte. Il faut la faire, mais l'évaluation ex-post est bien évidemment fondamentale. Nous avons des enjeux colossaux d'appropriation de l'évaluation. Parce qu'aujourd'hui on fait des évaluations qui ne sont appropriées par personne, à la fois pour des raisons politiques, et des raisons liées à la très forte incompétence au niveau de l'État sur les questions d'évaluation. Cela renvoie à la question fondamentale de la grande faiblesse de la formation sociale dans les métiers du public. Aujourd'hui, si on veut travailler sur cette question des conséquences, on a besoin de données, et à partir du moment où on les a et qu'on sait raisonner dessus, on peut passer à une réflexion sur la prospective.

Philippe Baret : Mes réactions en trois points.

- 1) Etre radical sur les trajectoires, donc, sur le futur.
- 2) Etre cohérent. On parlait d'Ecophyto (plan national pour la diminution de l'usage des phytos). Pourquoi est-ce qu'au départ c'est moins 50% et plus 10% à la fin ? En France, on a proposé des solutions techniques, on a incité et, en même temps, il y avait les règlements européens, les pousses au crime et les firmes qui pédalaient dans l'autre sens. Si la moitié rame dans un sens et l'autre moitié dans un autre, ce sont ceux qui ont les plus grandes rames qui conduisent le bateau. C'est le gros enjeu pour les agriculteurs. Si on les met dans des situations perpétuelles d'incohérence, on ne va jamais y arriver.

3) Je rejoins la remarque qui a été faite sur l'évaluation, et je la traduis avec mes mots à moi : transparence sur la façon dont les systèmes fonctionnent aujourd'hui.

Une anecdote. Un jour, j'étais dans une firme française dont les responsables marketing s'interrogeaient de savoir s'ils devaient vendre des OGM. Je leur ai dit : c'est peut-être bien que vous en mettiez, mais vous pourriez dire : on enlève les pesticides, on met des OGM, c'est quand même mieux ! Or ils ne savaient pas, on ne leur avait jamais dit qu'on mettait des pesticides sur leurs produits. Le problème est là : le citoyen croit qu'on sait faire sans pesticide. Eh bien, il faut lui expliquer avec un peu de subtilité. En plus, c'est génial, les citoyens s'intéressent à l'agriculture, ils aimeraient bien aller voir, comprendre. Mais on passe son temps à leur cacher des trucs, à leur expliquer des fariboles. Donc, radical, cohérence, transparence ; avec ça, je suis content !

S'intéresser, créer, innover

Éric Andrieu : Je vais essayer de répondre à plusieurs questions.

La transition... Si la Pac avait une raison d'être, elle s'appellerait une Pac de transition. Or ce n'est pas le chemin qui est pris, parce que c'est celui qui a le plus besoin de moyens et d'aides pour accompagner le secteur à cette fameuse transition.

Pourquoi pas de transition par rapport au glyphosate ? Si vous relisez les amendements qui ont été faits au Parlement européen, vous verrez que certains d'entre nous ont proposé une sortie de glyphosate en trois ou cinq ans, avec des phasages très précis, étapes par étapes. Ensuite on évalue, et si on n'y arrive pas, on prolonge. Parce qu'à chaque fois que l'on fixe une date butoir, on va dire cinq ans, rien ne se fait pendant quatre ans et demi, et on se réveille les six derniers mois en disant que ce n'est pas possible de faire, et qu'il faut donc autoriser une dérogation. C'est un rituel permanent. Je pense qu'il faut donc changer les procédures, et c'est un peu la position du Parlement européen.

Sur la question, comment on s'y prend en tant que citoyen ?

Déjà, on passe du statut d'habitant/consommateur au statut du citoyen/acteur. On s'intéresse aux choses, on s'investit dans les mouvements qui portent la parole citoyenne et ensuite on regarde les propositions des candidats qui se présentent aux élections.

Christian Huyghe : En trois mots.

1) Le futur désirable, parce que nous avons l'obligation de donner la vision qu'on a du futur. Elle sera complexe, mais il faut réussir à la formaliser.

2) Traçabilité. Il faut qu'on trouve à donner à voir la réalité de tous les moyens de production. Pour donner à voir, entre le conventionnel et le bio, ceux qui en utilisent moins, il faut de la traçabilité. Aujourd'hui, on a les moyens d'assurer les traçabilités, mais on en a peur.

Enfin, 3) Innovation et nouveauté. Je continue à croire qu'il y a des leviers nouveaux à imaginer, des leviers biotechniques mais aussi organisationnels. Les CEPP, cela fait partie de ces méthodes innovantes. Plutôt que d'interdire, essayons les logiques incitatives et tâchons de promouvoir la technique, la démarche, l'organisation qui permet de réduire l'usage. Il faut donc que l'on soit innovant et créatif !

Gaëlle Reynou-Gravier : Là où je vous rejoins, c'est qu'il ne faut pas obliger les gens à faire tout, tout de suite. C'est pour cela que j'ai choisi Terra Vitis plutôt que d'être en bio, car il a un cahier des charges évolutif. Cette démarche est très peu connue, car elle est essentiellement viticole, mais je pense que l'on devrait s'intéresser à ce type de cahier des charges puisqu'on nous impose la traçabilité stricte de nos produits, on nous impose d'être aux normes environnementales, de traiter nos effluents. Pour moi, c'était davantage une démarche agronomique générale et de développement durable, ce qui me parlait beaucoup. Et je pense qu'il y a des choses à faire en agriculture là-dessus.

